

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 63

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

POUR LES 35 HEURES.

Ségolène Royal se plaît à brouiller les lignes. A propos des 35 heures, elle confond une mesure ô combien progressiste avec l'aggravation de la flexibilité du travail dont se sont rendus coupables de nombreux patrons bien avant le vote de la loi Aubry. Rappelons que les 35 heures ont permis la création de 350 000 emplois dans le privé et 200 000 dans les collectivités locales et les hôpitaux. Quant à la stagnation du pouvoir d'achat, il relève de la répartition des richesses de plus en plus inégalitaire et de plus en plus favorable au capital. A l'heure où plusieurs entreprises mettent le couteau sous la gorge de leurs salariés pour les contraindre à accepter d'allonger le temps de travail, Mme Royal serait mieux inspirée si elle n'entonnait pas la même ritournelle que les patrons.

115 SYNDICALISTES ASSASSINES EN 2005.

Ce chiffre macabre ressort du bilan annuel de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL). La Colombie demeure l'état le plus dangereux pour l'activité syndicale (70 syndicalistes assassinés), mais des violations particulièrement graves ont également lieu en Chine, au Salvador, au Guatemala, à Djibouti ou en Iran. Dans certains pays, les syndicats sont totalement interdits ; c'est le cas du Koweït, de la Libye et de la Jordanie.

OUI A LA COUPE DU MONDE, NON A LA COUPE DE LA HONTE.

Tel est l'intitulé de la pétition internationale contre la traite des femmes à laquelle donne lieu le Mondial de football en Allemagne. Quelque 40 000 femmes, pour la plupart en provenance de l'Est de l'Europe et soumises à des bandes maffieuses, seront contraintes de se prostituer en marge de l'un des plus grands événements sportifs de la planète. Signatures :

www.catwepetition.ouvaton.org

EDITO: ENCORE UNE FOIS A PROPOS DE LA SECURITE

Ségolène Royal a peut-être le mérite de (re)lancer le débat sur la sécurité, mais elle a le grand tort de le faire en endossant les habits « sociaux-sécuritaires » à la mode Tony Blair, et de se contenter d'annonces gadgets qui, loin de contribuer à résoudre le problème, en faussent les données.

Trop longtemps, notre courant politique a été le seul à gauche à considérer avec sérieux le thème de la sécurité et à avancer des propositions pour enrayer la délinquance et l'incivilité dont sont victimes, au premier chef, les plus défavorisés de nos concitoyens. Courageuse et consciente, notre attitude nous a valu le plus souvent critiques, quolibets, voire insultes de la part du reste de la gauche. Pourtant, comme l'établit la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, la sécurité des personnes et de leurs biens figure parmi les droits fondamentaux, dont le respect conditionne tous les autres. Le débat public sur ce sujet tournant souvent à la confusion, la Gauche Républicaine souhaite préciser sa position en quelques points.

Même si l'insécurité trouve fondamentalement son origine dans les conditions sociales qui entourent ceux qui s'en rendent responsables – chômage, précarité, exclusion, dissolution des liens familiaux,...- l'analyse sociologique ne saurait constituer une réponse politique, et devrait encore moins servir de caution au laxisme, pour ne pas dire à l'angélisme, dont font preuve certaines « belles âmes » en matière sécuritaire. Car la fermeté dans la répression de la délinquance est une vertu républicaine. Si elle fait défaut, les citoyens ne sont pas égaux en matière de sécurité.

Mais ne confondons pas le rôle de chacun : l'armée a en charge la défense nationale, et non la lutte contre un quelconque « ennemi intérieur », notion qui nous ramène aux dictatures militaires de sinistre mémoire. En revanche, la suppression du service militaire par Chirac, contre laquelle le PS n'avait alors pas poussé de hauts cris, est extrêmement préjudiciable à l'unité nationale. La conscription formait un creuset où se forgeait l'identité citoyenne. Comment impliquer à nouveau les jeunes dans la vie citoyenne, leur redonner le sens de la solidarité, de la responsabilité et de l'effort : ce débat est à mener d'urgence. Quant à la mise sous tutelle des allocations familiales, elle revient à prendre une famille en otage au motif du comportement de l'un de ses membres, à punir une fratrie pour les fautes commises par une seule personne. Là non plus, le principe républicain d'égalité ne trouve pas son compte...

Le bilan de Sarkozy au ministère de l'Intérieur se solde par un échec cuisant, comme l'attestent les émeutes de novembre dernier ainsi que les récentes statistiques officielles. Les chiffres révèlent, par exemple, que les agressions contre les personnes sont en très forte augmentation. Cet échec du « tout répressif » tient aux mesures de démantèlement des dispositifs de prévention prises par l'hôte de la place Beauvau : suppression de la police de proximité, mise à mal des réseaux de prévention présents sur le

terrain, diminution des aides aux associations favorisant l'intégration, fermeture de commissariats ou de postes de la police nationale dans plusieurs communes... Et pour masquer la déroute de sa politique, Sarkozy en appelle maintenant aux maires pour qu'ils se substituent aux services défailants de l'Etat !

Un autre facteur expliquant la montée de l'insécurité est l'abandon financier et humain dont pâtissent trop souvent les organismes d'aide à l'enfance (le « périscolaire »), de soutien aux élèves et à leurs parents, ainsi que les structures d'encadrement sanitaire et social de la jeunesse scolarisée. Compenser les difficultés, voire les drames familiaux que connaissent certains enfants, en leur apportant un soutien psychologique et éducatif dès leur plus jeune âge, apporterait une première pierre à une politique de prévention efficace. Compenser les inégalités de naissance dès la naissance, tel devrait être le grand principe républicain en matière de prévention.

Il faut donner davantage de moyens à l'éducation nationale là où se concentrent les élèves en difficulté. Non pas en flanquant les enseignants de « moniteurs sportifs », comme le suggère Ségolène Royal de façon fort burlesque, mais en réduisant le nombre d'élèves par classe pour rendre celles-ci « gérables » par les professeurs.

Il faut développer une politique de la famille qui ait pour principal objectif de soutenir les parents éprouvant des difficultés dans l'éducation de leurs enfants (permanence d'écoute et de conseils, aide aux devoirs, ...) D'autre part, il serait souhaitable de développer un grand service public de l'enfance et de la jeunesse, qui offrirait loisirs, formation et culture à tous jusqu'à la majorité.

Faute de s'attaquer aux racines sociales de l'insécurité, on risque de n'en traiter que les symptômes au quotidien. Sans succès, comme le souligne le triste bilan de Sarkozy. Il revient à la gauche de formuler des propositions précises, qui articulent en un tout la lutte contre l'insécurité sociale où nous enferme le libéralisme, la prévention de la délinquance et la répression sans ménagement des actes délictueux. Car l'origine du mal réside dans la déstructuration sociale à laquelle la mondialisation financière soumet notre société, qui se décline en délocalisations, suppressions d'emploi, accroissement de la pauvreté. Sans oublier le revers délictueux de cette médaille : la délinquance financière, la spéculation sans frein et l'impunité dont bénéficient les puissants. C'est contre ce « désordre », pour reprendre un terme cher à Ségolène Royal, qu'il faut lutter. Mais sur ce point crucial, la candidate virtuelle a jusqu'à présent fort peu de choses à nous dire.

HUMEURS. LE FORUM DE LA GAUCHE SUR L'ENERGIE s'est tenu le 2 juin à Grenoble. Pierre Mascomère y représentait la Gauche Républicaine.

Militant et très au fait des questions énergétiques, le public se divisait entre partisans et opposants au nucléaire. Les interventions des représentants des partis tournaient d'ailleurs souvent autour de cette question.

Lors de son intervention – quelques minutes pour chaque représentant des partis – Pierre Mascomère a insisté sur l'incapacité du système capitaliste à agir sur le long terme pour développer le secteur énergétique, ce qui se traduit par un sous-investissement dont nous paierons les conséquences de façon croissante. Tel est notamment le cas d'EDF et du groupe Total. Une conclusion s'impose : il faut revenir sur les mesures de dérégulation et restaurer la notion de service public de l'énergie.

Une renationalisation des entreprises de l'énergie se heurterait bien sûr à la commission de Bruxelles. Il faudra donc que la gauche renégocie les directives européennes en la matière, qui ont d'ailleurs été adoptées en catimini et devraient au

contraire faire l'objet du plus large débat. Ce qu'il nous faut, ce sont des entreprises publiques de type nouveau, tournées vers l'économie sociale et l'intérêt général, et non la recherche des profits. Une nouvelle forme de gestion est également à définir, qui ouvrirait la porte de leurs conseils d'administration aux parlementaires, représentants des usagers, associations, dont les voix seraient prépondérantes par rapport aux technocrates et pontes de Bercy. Il faut aussi se poser le problème des collaborations transfrontalières, indispensables pour cette activité, sans négliger, à l'échelle de la France, l'intercommunalité pour les services moins « lourds ».

Enfin, au-delà du débat à la mode sur « croissance / décroissance », Pierre Mascomère a rappelé que la France ne dépense que 2,5% de son PIB en Recherche & Développement, alors que la Suède y consacre plus de 4%. Investir dans l'avenir, telle devrait être notre politique.